

**MARCHÉ POUR LA TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DE
L'APPLICATION « ODYSSÉE » POUR LA GESTION
DES AIDES ET PRÊTS AU LOGEMENT D'ASFL
POUR LES ANNÉES 2025 À 2029**

Cahier des clauses administratives particulières

du 16 juin 2025

(Le présent C.C.A.P. comporte 12 pages)

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
ARTICLE 1 - DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 5 - MONTANT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - PRIX.....	4
ARTICLE 7 - RÉVISION DES PRIX.....	4
ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 9 - LIVRAISON DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 10 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	6
ARTICLE 11 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	7
ARTICLE 12 - OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	8
ARTICLE 13 - INDISPONIBILITÉ DE L'APPLICATION	8
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS D'INDISPONIBILITÉ.....	8
ARTICLE 15 - PÉNALITÉS DE RETARD	8
ARTICLE 16 - PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	8
ARTICLE 17 - RÉSILIATION	9
ARTICLE 18 - DOCUMENTATION	9
ARTICLE 19 - PLAN ASSURANCE QUALITÉ	9
ARTICLE 20 – GARANTIE	9
ARTICLE 21 - DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
ARTICLE 22 – TRANSFERT DE COMPÉTENCES	10
ARTICLE 23 – PRISE DE CONNAISSANCE ET RÉVERSIBILITÉ.....	10
ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITÉ	10
ARTICLE 25 - QUALIFICATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE	10
ARTICLE 26 - NANTISSEMENT	11
ARTICLE 27 - AVANCE	11
ARTICLE 28 - FORMALITÉS DE RÈGLEMENT	11
ARTICLE 29 - ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES	12
ARTICLE 30 – DÉROGATIONS.....	12

ARTICLE 1 - DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ

Le présent marché est régi par les dispositions de l'article L2124-2 du code de la commande publique.

Les documents contractuels le régissant sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1 Généralités

Le présent marché a pour objet la maintenance applicative et l'assistance à l'exploitation de l'application informatique ODYSSÉE.

ODYSSÉE est l'outil de gestion des prestations d'aides et de prêts au logement accordés aux agents des ministères économiques et financiers.

2.2 Description des prestations

Le présent marché comprend les prestations suivantes :

- Volet 1 : Prise de connaissance de l'application ;
- Volet 2 : Gestion de projet, maintien de compétence et des plates-formes techniques ;
- Volet 3 : Maintenance corrective et évolutive de l'application ;
- Volet 4 : Réversibilité.

Le détail des prestations est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ

La procédure de passation retenue est la procédure d'appel d'offres ouvert selon les articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Il se compose des prestations forfaitaires des volets 1, 2 et 4.

Le volet 3 comprend une part forfaitaire (volet 3.1) et des prestations ponctuelles supplémentaires éventuelles déclenchées par bons de commande émis par ASFL (volet 3.2).

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

La durée d'exécution des bons de commande ne devra pas excéder de plus de 6 mois la date d'échéance du présent marché.

ARTICLE 5 - MONTANT DU MARCHÉ

Le montant des prestations figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire.

ARTICLE 6 - PRIX

Le marché est conclu à prix fermes, exprimés en euros hors taxes.

Les prix des prestations des volets 1 et 4 sont forfaitaires.

Les prestations de gestion de projet, maintien des compétences et des plates-formes techniques du volet 2 font l'objet d'un prix forfaitaire annuel.

Le volet 3.1 fait l'objet d'un forfait annuel ;

Le volet 3.2 est déclenché par bons de commande à prix unitaires.

ARTICLE 7 - RÉVISION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

Ils sont révisibles au 1^{er} janvier de chaque année suivante en fonction de l'évolution de l'indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés – Prix de base – GJ62Z – Programmation, conseil et autres activités informatiques (Identifiant : 010766623) publié par l'INSEE (Base 2021).

La valeur initiale de cet indice est de 107.7 (quatrième trimestre 2024).

L'indice pris en compte pour les révisions est le dernier indice définitif connu au 1^{er} janvier de chaque année, la première révision intervenant au 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 Prestations des volets 2 et 3

8.1.1 Modalités d'exécution de la gestion de projet, maintien de compétence et des plateformes techniques (volet 2)

Les prestations concernant ce volet font l'objet d'un forfait annuel qui débute en début de chaque année pour une durée d'un an et tacitement reconductible sur la durée du marché.

Le contenu et les modalités d'exécution de ces prestations sont décrits au § 6.2 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

8.1.2 Modalités d'exécution des maintenances correctives et évolutives (volet 3)

Les prestations de maintenance correctives et évolutives sont déclenchées par bons de commande. Le prix des bons de commande est fonction des unités d'œuvres dont le coût unitaire est précisé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Une première partie fait l'objet d'un forfait annuel d'un volume de **40 jours hommes**. (Volet 3.1)

Le prestataire devra préciser dans l'annexe financière si la partie non consommée est reportable sur l'année suivante dans le cas où le forfait annuel n'a pas été utilisé dans son intégralité.

Au-delà des 40 jours hommes, des prestations pourront être commandées dans la limite de **100 jours supplémentaires**. Cette partie n'est pas forfaitaire, seules les prestations commandées et réalisées sont payées. (Volet 3.2)

8.2 Cas particulier des prestations des volets 1 et 4

8.2.1 Modalités d'exécution de la prestation de prise de connaissance de l'application

Les prestations de prise de connaissance de l'application du volet 1 ne sont déclenchées qu'en cas d'attribution du présent marché à un prestataire autre que le prestataire sortant. Elles prennent effet à compter de l'émission d'un bon de commande d'ASFL adressé au prestataire entrant. La durée maximale de ces prestations est fixée à deux mois à compter de l'émission du bon de commande.

Durant cette période, le prestataire sortant fournit au prestataire entrant toute l'assistance sur site nécessaire à la prise de connaissance de l'application.

8.2.2 Modalités d'exécution de la prestation de réversibilité

Les prestations de réversibilité du volet 4 ne sont déclenchées qu'en cas d'attribution du marché à un prestataire autre que le titulaire lors du renouvellement du présent marché.

Ces prestations sont déclenchées par bon de commande émis par ASFL.

8.3 Dispositions communes aux prestations à bons de commande

Chaque bon de commande comporte au minimum les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- la désignation de la prestation et/ou fournitures ;
- la quantité commandée sur la base des unités d'œuvre et l'équivalent en jour/homme ;
- le délai d'exécution des prestations, qui ne pourra excéder douze (12) mois ;
- les modalités de mise en œuvre, le cas échéant ;
- les montants en euros hors taxes (HT) et en euros toutes taxes comprises (TTC).

Le délai d'exécution des bons de commande ne peut avoir pour effet de dépasser la date d'échéance du présent marché d'une durée supérieure à six (6) mois.

ARTICLE 9 - LIVRAISON DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées dans les conditions énoncées au CCTP. Elles sont livrées dans les locaux d'ASFL à l'adresse indiquée ci-après :

ASFL

Monsieur Marc PAVILLON

8 avenue des Minimes

94304 VINCENNES Cedex.

Pour chacune des prestations à réaliser, les interventions des préposés du titulaire dans les locaux d'ASFL ou de tiers n'ouvriront droit, pour le titulaire, à aucune indemnité à quelque titre que ce soit, y compris et notamment en ce qui concerne les frais occasionnés par le transport et le séjour de ses personnels. La proposition financière inclut en conséquence tous les frais de déplacement et de séjour susceptibles d'être supportés par le titulaire.

ARTICLE 10 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

10.1 Généralités

Les opérations de vérifications et d'admission concernant les prestations des volets 1 et 4 font l'objet d'un procès-verbal de service fait d'ASFL à la réception des prestations de chaque bon de commande.

Les prestations de maintenance applicative (volet 3) font l'objet d'une vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) et d'une vérification de service régulier (VSR) dans les conditions indiquées ci-après.

10.2 Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF)

Cette opération consiste à constater que la solution technique et la documentation sont aptes à remplir les fonctions exigées par le CCTP.

Elle est réalisée par ASFL dans les deux semaines suivant la mise en service de l'évolution ou de la correction logicielle intervenue dans le cadre de la maintenance.

10.3 Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier (VSR) consiste à vérifier que l'ensemble livré permet d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation. Elle intervient dans le mois qui suit la VABF, sauf exceptions liées à des traitements périodiques exécutés au-delà de cette périodicité et dûment répertoriés lors de la commande de la correction ou de l'évolution correspondante.

Chaque étape de vérification fait l'objet d'un procès-verbal d'ASFL. La validation de la VSR vaut admission.

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

11.1 Prestations du volet 2

Le paiement des prestations de gestion de projet, maintien des compétences et des plates-formes techniques s'effectue sous la forme d'une redevance annuelle forfaitaire.

Ces prestations font l'objet d'un règlement trimestriel, à terme échu.

Dans le cas d'une période inférieure au trimestre, la redevance sera calculée au prorata temporis.

11.2 Prestations du volet 3

Volet 3.1

Le paiement de la partie forfaitaire annuelle correspondant à 40 jours homme s'effectue par paiement trimestriel à terme échu.

Dans le cas d'une période inférieure au trimestre, la redevance sera calculée au prorata temporis.

Volet 3.2

Concernant la partie non forfaitaire, pour toute commande supplémentaire au delà de la consommation de la partie forfaitaire, le règlement de chaque bon de commande intervient au prononcé de la réception des prestations par procès-verbal de service fait d'ASFL.

Les prestations commandées au titre de ce volet sont réglées dans les conditions suivantes :

- 40% à la commande
- 40% à la livraison
- le solde après le prononcé de la vérification de service régulier valant réception définitive par un procès-verbal d'ASFL

Toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal de service ou toute absence de constatation de service fait sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par ASFL.

11.3 Prestations des volets 1 et 4

Le règlement de la prestation interviendra au terme de l'exécution de la prestation après constatation du service fait et de la bonne exécution des prestations prononcée par procès-verbal de service fait établi par ASFL

ARTICLE 12 - OBLIGATION DE RÉSULTAT

Le titulaire est astreint à une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

Le fait pour ASFL de vérifier ou d'exiger que les agents du titulaire aient un maximum de qualifications techniques et une bonne connaissance du domaine d'intervention ou soient présents dans ses locaux ne constitue en aucun cas une obligation de résultat.

En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les mesures afin de remettre à ASFL, dans les conditions fixées par le marché, les prestations demandées en respectant les normes et standards de l'administration et les spécifications particulières fixées dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 13 - INDISPONIBILITÉ DE L'APPLICATION

Une application est considérée comme indisponible lorsque, sans faute d'ASFL, son usage est impossible ou quand son fonctionnement est défectueux.

L'usage d'une application est considéré comme impossible lorsque l'ensemble de ses fonctions nominales n'est plus assuré.

Le fonctionnement d'une application est considéré comme défectueux lorsqu'une ou plusieurs de ses fonctions nominales n'est plus assurée.

L'indisponibilité commence lorsqu'une demande d'intervention parvient au titulaire. Elle cesse au moment où, après intervention des préposés du titulaire, l'équipement concerné est remis à la disposition de l'utilisateur en bon état de marche dans les conditions qui étaient celles de son fonctionnement préalablement à l'indisponibilité constatée.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS D'INDISPONIBILITÉ

Le montant des pénalités applicables au titulaire sera égal à 1/30ème du montant trimestriel de la maintenance corrective par tranche d'un jour ouvré d'indisponibilité sur la plage 8h-18h au-delà du délai de résolution décomptée de 8 heures à partir de l'heure d'appel d'ASFL.

ARTICLE 15 - PÉNALITÉS DE RETARD

Si, du seul fait du titulaire, le délai contractuel d'exécution des prestations des volets 1, 2, 3 ou 4 est dépassé, le titulaire encourt par jour de retard supplémentaire et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, des pénalités de retard (P) calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$
 où V représente le montant HT du bon de commande et
R la durée du retard exprimée en jours calendaires.

Les pénalités éventuellement dues sont réglées sous forme de retenues sur le montant des factures émises par le titulaire.

ARTICLE 16 - PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS

Le plafond des pénalités est fixé à 20% du montant des prestations exécutées au titre du présent marché.

ARTICLE 17 - RÉSILIATION

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements exigés par le règlement de la consultation.

Dans ce cas, ASFL procédera à la résiliation, selon les modalités énoncées aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC 2021.

Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de quinze jours, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 du Code du Travail.

Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

ASFL peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre un terme à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci.

En cas de dépassement du plafond des pénalités fixé à l'article 16 du présent CCAP, ASFL se réserve le droit de résilier pour faute du titulaire le présent marché aux conditions fixées par le CCAG-TIC.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La décision de résiliation ainsi prononcée ne donne pas lieu à indemnisation.

ARTICLE 18 - DOCUMENTATION

Le titulaire s'engage à fournir sous forme magnétique (fichiers Word et HTML) toute nouvelle documentation ou mise à jour de la documentation existante rédigée en langue française afférente aux prestations réalisées.

Cette documentation devra comporter les modifications apportées à :

- la documentation utilisateurs ;
- la documentation technique de la programmation des modules applicatifs développés, y compris les sources.

ARTICLE 19 - PLAN ASSURANCE QUALITÉ

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre la démarche qualité définie dans son plan d'assurance qualité (PAQ).

ARTICLE 20 – GARANTIE

Concernant les prestations de maintenance applicative du volet 2, le titulaire garantit un an de maintenance corrective à partir de la vérification de service régulier.

La période de garantie de 1 an débute à compter du prononcé de la vérification de service régulier par ASFL.

ARTICLE 21 - DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les programmes sources développés spécifiquement par le titulaire pour le projet ODYSSEÉ seront la propriété du maître d'ouvrage. Le titulaire s'engage à remettre ces programmes au maître d'ouvrage, ainsi que la documentation technique correspondante, lors de la mise en service des évolutions et à chaque modification substantielle de leur contenu.

ARTICLE 22 – TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Le titulaire est tenu d'assurer un transfert de compétences et de savoir-faire aux équipes de l'administration.

ARTICLE 23 – PRISE DE CONNAISSANCE ET RÉVERSIBILITÉ

Les prestations de prise de connaissance sont décrites au § 6.1 du CCTP.

Le détail des prestations de réversibilité figure au § 6.4 du même document.

ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui seraient susceptibles de lui être confiés ou dont il a eu connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux d'ASFL. Il s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes intervenant pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent contrat, y compris ses sous-traitants.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Secrétariat Général des ministères économique et financier.

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires au respect de la législation relative aux données nominatives et à la confidentialité stricte des informations, quel que soit leur support.

ARTICLE 25 - QUALIFICATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire désigne la personne habilitée à le représenter pour toutes les questions relatives à l'exécution des prestations et au suivi de l'exécution du marché. En cas de changement de personne, le nouveau représentant du titulaire est dûment désigné.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire fait parvenir la liste comportant les noms, prénoms et fonctions de tous les personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre du présent marché et notamment dans les locaux de l'administration pour acceptation par cette dernière. Toute modification de cette liste doit au préalable être portée à la connaissance du représentant d'ASFL par courriel dans un délai de moins de deux semaines après connaissance de ce départ. Le titulaire s'engage à proposer dès ce moment une solution de remplacement. Les curriculum vitae des nouveaux arrivants sont soumis à l'administration qui doit alors donner son aval sur la modification de l'équipe dans un délai d'une semaine.

L'administration communique au titulaire les conditions d'accessibilité de ses locaux et les règles de sécurité en vigueur.

Les personnels affectés à la réalisation des prestations prévues au titre du présent marché sont soumis à l'agrément de l'administration qui peut limiter l'accès à ses locaux pour des raisons liées à la sécurité des personnes, des biens ou des informations.

Lorsqu'il est présent dans les locaux de l'administration, le personnel affecté par le titulaire à la réalisation des prestations objet du présent marché est soumis aux règles et usages en vigueur pour les personnels de l'administration notamment en ce qui concerne les horaires d'intervention et le port d'un badge d'identification.

ARTICLE 26 - NANTISSEMENT

Le marché pourra être mis en nantissement conformément aux dispositions des articles R2191-56 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 27 - AVANCE

Le titulaire bénéficie, sauf renonciation expresse mentionnée dans l'acte d'engagement, de l'avance prévue aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance sera effectué selon les modalités prévues par l'article R2191-11 de ce même code.

ARTICLE 28 - FORMALITÉS DE RÈGLEMENT

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique relatives à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.

Ainsi, le délai global de paiement ne pourra excéder trente jours.

Le point de départ du délai global de paiement de l'avance forfaitaire est la date de notification du marché.

Le point de départ du délai global de paiement des paiements partiels, définitifs et du solde est la date de réception de la demande de paiement par ASFL ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par ASFL. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui est retenue.

En cas d'erreur ou d'omission, le délai global de paiement peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire, par courrier recommandé avec avis de réception, précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est soit de trente jours, soit égal au solde restant à courir à la date de suspension si celui-ci est supérieur à trente jours.

À défaut de paiement dans les trente jours, les intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 29 - ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- l'intitulé de son numéro de compte bancaire ou postal ;
- la référence au marché en vertu duquel elles sont émises ;
- la prestation fournie ;
- les montants HT et TTC ;
- le taux et le montant des taxes ;
- la date d'établissement.

Les factures accompagnées le cas échéant d'une copie du bon de commande correspondant, devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, **par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception de la demande de paiement par ASFL :**

ASFL
Monsieur Marc Pavillon
8 avenue des Minimes
94304 VINCENNES Cedex.

Toute demande de renseignements peut être adressée au service financier par courriel :

marc.pavillon@finances.gouv.fr

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est :

ASFL
Monsieur Marc Pavillon
8 avenue des Minimes
94304 VINCENNES Cedex.

ARTICLE 30 – DÉROGATIONS

Il est dérogé aux articles 14, 26, 27, 43 et 55 du CCAG-TIC 2021.